

ÉDITIONS
ANTISOCIALES



CATALOGUE 2019
EN FORME DE PREMIER
RAPPORT PUBLIC D'ACTIVITÉ

ADDENDUM (page 9)

Un partisan de la CNT-AIT du courant le plus radical (qui nous semble avoir atteint le stade paradoxal d'un syndicalisme antisyndical, par attachement à une étiquette dont le prestigieux passé n'est pas le seul legs objet d'obscures querelles d'héritage) nous a suggéré d'ajouter le nom de cette organisation à la trop courte liste des « collectifs [qui] en France ont pris publiquement la défense des insurgés de novembre 2005 pendant qu'ils combattaient », en nous signalant l'appel à « élargir solidairement la lutte » lancé dès le 6 novembre par le groupe local de Toulouse, qui participait activement depuis plusieurs mois à un mouvement de protestation contre le harcèlement policier des quartiers de La Reynerie et du Mirail. Nous sommes désolés d'avoir ignoré si longtemps ce premier appel collectif à la solidarité, d'autant plus que ce qu'ont fait ces camarades toulousains en novembre 2005 est sans doute ce que l'on pouvait faire de mieux à ce moment-là ; et souligne par contraste le degré d'impuissance atteint par la totalité des organisations à prétentions « révolutionnaires » dans tout le reste du pays. À qui s'intéresse au sujet, nous pourrions désormais recommander vivement la lecture de la brochure *Des bouclages de février aux émeutes de novembre 2005 : Toulouse, une année en banlieue* publiée par la même CNT-AIT (sans lieu ni date [2006], téléchargeable gratuitement en ligne), que nous a transmise notre correspondant, et qui mérite qu'on s'en souvienne. Ce sont ceux qui avaient perdu tout sens de la révolte qui tardent à se faire oublier.

ERRATUM (page 33)

L'attentat plus ou moins raté ayant visé des militaires américains en virée touristique – à l'occasion duquel les terroristes-islamistes ont encore une fois démontré l'effarante efficacité de leurs services de renseignements – n'a bien sûr pas eu lieu « en 2016 », mais en août 2015 ; le lecteur attentif aura sûrement rectifié de lui-même, en se disant que cela ne fait que renforcer notre propos.

Janvier 2021

Catalogue 2019 en forme de premier rapport public d'activité

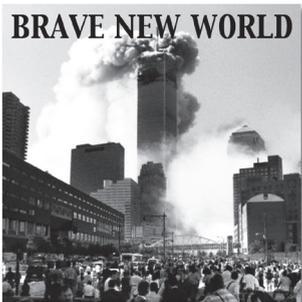
*« Nécessité, destinée... L'Histoire scénarisée...
Par moi ce sombre gars de cité... S'agaçant de
cette putain de réalité... J'écris ce que je veux,
ce que je dois... Ce que je vis, ce que je vois...
Quoi ? Qu'est qu'y a ? »*

Bruno Deiana, *Label Cité*

Après quinze ans d'existence en tant que micro-éditeur associatif s'étant fixé pour objet « la fabrication et la diffusion d'œuvres de toute nature (livres, brochures, films, tracts, affiches...) intéressant la critique radicale du capitalisme », nous croyons utile de publier maintenant un bref premier bilan de ce que nous pensons avoir effectivement accompli en ce sens durant cette période. En résumé, les Éditions Antisociales ont réussi à percer une brèche dans l'épaisse muraille de silence et de feinte indifférence dressée autour d'elles en vue d'étouffer le scandale de leur existence, pour aller à la rencontre du mouvement révolutionnaire réel et, au final, contribuer pour une part non négligeable à la nécessaire reformulation de ses raisons, de ses moyens et de ses buts. Il est clair qu'il fallait faire plus, qu'on pouvait faire plus, qu'on devait faire plus, et mieux sûrement aussi ; mais il est encore plus évident qu'on pouvait faire pire, comme l'ont prouvé d'innombrables autres collectifs qui, sur la même période, ont affiché une similaire prétention à agir sur le terrain de « la critique radicale du capitalisme »¹.

1. Nous en donnerons assez d'exemples ci-dessous, en notes de bas de page.

Qui dit capitalisme aujourd'hui dit terrorisme d'État ; à tel point que tout le monde en est venu à se demander, à chaque nouveau massacre de civils, non plus si un État a pu armer les terroristes pour tirer profit de leurs crimes, mais bien quel État les a armés pour en tirer profit. Bien sûr, en pays chrétien la bêtise d'expression majoritaire tient encore pour acquis que tout le mal vient forcément de l'Orient musulman, des émirs d'Arabie ou du pacha de la Sublime Porte ; mais n'ose même plus bêler que les terroristes-islamistes pourraient agir sans aucun soutien étatique. Il y a quinze ans pourtant, après le grand show sanginaire du 11 septembre 2001, cette simple question (qui pourrait avoir intérêt à favoriser la terreur, au niveau où l'on peut être en mesure de faire opportunément « dysfonctionner » les services de sécurité d'un État ?) était comme interdite d'expression dans l'espace public, y compris dans les milieux contestataires autoproclamés ennemis de l'État, où l'on ne pouvait cependant assurer de bonne foi qu'elle ne présentait absolument aucun intérêt pour « la critique radicale du capitalisme ». La pression générale était telle en effet, pour qui s'en souvient, que le simple fait de douter d'une énormité officielle, ou de poser une question par trop pertinente, suffisait à transformer, du jour au lendemain, une vedette en suspect (à tout le moins, d'être « l'idiot utile » du terrorisme-islamiste) : comment le courage n'aurait-il pas manqué à quiconque aspirait seulement au statut de vedette, de la contestation aussi bien que des plateaux de télévision ? Il n'y avait là rien à gagner que l'atroce vérité, et tant d'espoirs de carrière à perdre, de courtes ambitions qui craignaient de raccourcir encore. Comme l'avait bien vu Orwell, c'est dans le prolétariat – qui se définit précisément par ses espoirs de carrière à jamais perdus – que se réfugia cette liberté d'examen soudain drastiquement restreinte dans la couche dite « intellectuelle » des professeurs, journalistes et assimilables. En contribuant à diffuser le cri d'alarme qu'était le court-métrage *Brave New World, film catastrophe*,



avant de publier, sur le même sujet, *L'Ultime Razzia, Le 11 septembre 2001 dans l'histoire*, les Éditions Antisociales se positionnaient ainsi d'emblée dans le camp des suspects. C'était, indiscutablement, le bon choix : pour qu'il ne soit pas dit que « la critique radicale du capitalisme » se serait soudain complètement



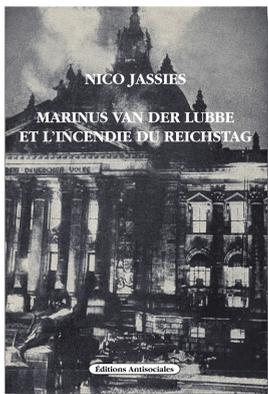
effondrée avec les tours du World Trade Center, si peu de jours après qu'elle eut resurgi au cœur de la vieille Europe, à Gênes, où le sang du camarade Carlo Giuliani (abattu et écrasé comme un chien par la police) semblait n'avoir pas coulé pour rien ; et surtout parce que si l'on pouvait désormais rejoindre si vite et pour si peu de chose le camp des suspects, c'est que l'autre camp était forcément celui de l'État. Mais toutes proportions gardées – les guerres auxquelles les attentats du 11 septembre ont servi de prétexte étant restées, heureusement, une moindre catastrophe

globale que la première guerre mondiale –, ce à quoi on dut faire face dans ces années-là fut par bien des aspects comparable au ralliement à l'Union sacrée des représentants du mouvement ouvrier après l'attentat de Sarajevo, en 1914 ; et si l'on ne connaît pas de document équivalent au « Manifeste des Seize » fameux militants anarchistes qui en appelèrent à défendre la Démocratie contre l'assaut des barbares, ce n'est pas qu'il manquait seize prétendants au rôle, mais plutôt les qualités requises pour que ceux-ci s'accordent sur un texte digne d'entrer dans l'histoire. La minorité qui refusa la nouvelle Union sacrée « antiterroriste » ne se réunit pas davantage à Zimmerwald, déjà irrémédiablement divisée entre partisans d'une révolution qui renouvellerait le véritable idéal démocratique et fanatiques désespérés résignés à faire du terrorisme et de la barbarie leur nouvel idéal² (et pour comble souvent, sous le même nom de communisme).

Renouveler le véritable idéal démocratique pour mettre un terme au sanglant spectacle de la fausse guerre totale entre la fausse démocratie et sa fausse contestation radicale, implique assurément d'incendier quelques Parlements. On peut aujourd'hui

2. Le plus représentatif d'entre eux, en quelque sorte, le gourou de l'antidebordisme Jean-Pierre Voyer, intitula *Diatribes d'un fanatique* une longue apologie d'Oussama Ben Laden ; et le plus conséquent de ses disciples, Abdelhamid Dekkar, qui avait déjà défrayé la chronique en s'accusant d'être un agent des services secrets algériens quand il fut suspecté d'avoir armé Audry Maupin et Florence Rey dans l'affaire dite de « la fusillade de Vincennes », en 1994, ne faisait plus du tout dans la théorie bidon quand il revint en 2013 à Paris cartonner les « journaputes » de *Libération*. Il était repassé à la pratique bidon, ne réussissant son carton que sur celui qui n'était pas de *Libération*, et qui même survécut pour se voir offrir un travail à *Libération*.

demander directement aux révolutionnaires burkinabè et gabonais pour quelles excellentes raisons ils ont fait flamber ceux de Ouagadougou et de Libreville, le 30 octobre 2014 et le 31 août 2016, mais il y a peu la chose était à Paris encore généralement assimilée à un complot nazi, sauf par ceux qui avaient jugé plus habile de prétendre que puisque ce qui passait pour le complot nazi par excellence n'était pas le résultat d'un complot, il serait en toutes circonstances insensé de parler de complot³. Dans l'après-11 septembre, le souvenir de l'incendie du Reichstag de 1933 devait nécessairement reparaître en avant de la scène, comme argument « historique » massue dans le nouveau faux débat préfabriqué entre propagateurs et dénonciateurs des mêmes folles rumeurs d'un autre temps ; et il risquait par conséquent de nuire à la cause de la liberté, au lieu d'éclairer un important aspect de son proche avenir. Les Éditions Antisociales publièrent



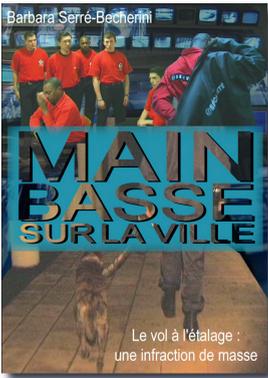
donc la première traduction de la synthèse de référence sur *Marinus van der Lubbe et l'Incendie du Reichstag*, de l'historien hollandais Nico Jassies, augmentée d'une postface en forme de mise en garde contre les divers abus interprétatifs qui visent tous, en dernière analyse, à garder vertueusement le peuple bien à l'abri des diverses mauvaises pensées qui pourraient lui venir au récit de cette histoire. Ce livre devait fermer leur clapet aux derniers pseudo-historiens qui travaillaient à détourner le sens de l'acte individuel

de Marinus van der Lubbe pour lui faire dire *autre chose* que ce que son auteur avait voulu exprimer, et qui était pour lui « clair comme du cristal » : un appel à l'insurrection contre un système faussement « démocratique » qui menait tout droit à la tyrannie, à la guerre et au rétablissement de l'esclavage. Les incendiaires des reichstags de Ouagadougou et de Libreville ont achevé d'en démontrer l'exemplarité, et la pleine actualité. Mais même en France, à la fin de l'année 2004, après tant d'années de leçons de réel, le nombre d'individus en mesure de comprendre ce genre d'appel s'était indiscutablement accru.

3. C'était la thèse, à laquelle finalement pourrait se résumer tout ce qui se définit « anticonspirationniste », que les deux compères Yves Pagès et Charles Reeve s'étaient trouvés pour promouvoir au nom de « l'émancipation sociale », de « l'autonomie des individus », et même allons-y gaiement de « toute pensée critique », dans leur ouvrage attribué à Marinus van der Lubbe, *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*, éditions Verticales, 2003 (p. 286 et 4^e de couv.).

Les premiers mois de 2005 furent marqués par le retour des « casseurs » parmi les lycéens manifestant dans les rues de Paris, de jeunes rebelles décidés à brûler et piller qui méprisaient autant le jeu des bons élèves des beaux quartiers censés les « représenter » que les leçons de morale des profs et des flics. Il y eut alors comme un premier frémissement de panique, puisque les bureaucrates qui pilotaient le « mouvement » choisirent presque sur-le-champ de le saborder, sous couvert d'une campagne médiatique de calomnie et de discrédit particulièrement virulente contre cette jeunesse rebelle, partout dénoncée comme racaille sans scrupules ni principes, comme « lumpenprolétariat » employé à des opérations de basse police, sinon à d'authentiques pogromes dignes des S.A. nazis⁴. Les Éditions Antisociales étaient alors occupées à répliquer à diverses accusations d'un autre genre, bien éloignées des mensonges médiatiques traditionnels mais non moins calomnieuses, et qui les concernaient plus directement (la publication d'une lettre d'insultes à Yves Pagès, auteur d'une sorte de circulaire semi-confidentielle résumant les divers ragots et arguments d'autorité mobilisables – et que l'on put revoir mobilisés ici et là – contre les deux livres qui venaient de paraître aux Éditions Antisociales, est l'écho de ces polémiques dont nous nous serions volontiers passé, vu le degré d'honnêteté intellectuelle de tous nos détracteurs, mais qui étaient sans doute nécessaires et inévitables), et elles ne purent intervenir contre cette campagne de calomnies plus grand public. Elles surent cependant soutenir le point de vue illégaliste de la jeunesse rebelle grâce à deux films documentaires de Barbara Serré-Becherini, *Main basse sur la*

4. Cette odieuse comparaison – qui banalise l'hitlérisme – est la création la plus mémorable de Frédéric Goldbronn, qui s'était fait une petite réputation de « cinéaste » « anarchiste » pour avoir réussi à transformer Durruti en sujet qui convienne aux bureaucrates dispensateurs de subventions ; cet ancien des cortèges « autonomes » ne put supporter que la violence qu'il trouvait légitime dans sa jeunesse en arrive à s'exercer contre la chair de sa chair : car son malchanceux de fils s'était fait, comme on disait, bolosser, par plus voyou que lui (Frédéric Goldbronn, Brigitte Larguèze et José Reynes, « Nouveau lumpenprolétariat et jeunes casseurs », tribune publiée dans *Le Monde* du 31 mars 2005). Et d'autres, qui pouvaient alors passer pour plus estimables, sans aller jusqu'aux S.A. – mais sans l'excuse non plus d'un traumatisme familial –, dénoncèrent aussi, à froid, et au nom de « la critique radicale du capitalisme », la révolte de ce « lumpenprolétariat » prétendument manipulée par l'État (« Le vent tourne », éditorial de *La Guerre de la liberté, revue de salut public* de juin 2005, numéro 2 et dernier, puisque la réalité n'attendit pas six mois avant de ridiculiser durablement cette prise de position honteuse et pitoyable).



ville, mode d'emploi du vol à l'étalage dont le durable succès de la première édition en cassette VHS (Hésiode, 2000) commandait une réédition en DVD (c'était l'époque où tant de films auparavant diffusés sur bande magnétique devinrent invisibles), et *Il était une fois dans l'Ouest, Histoire punk d'Angoulême (1976-1989)*, œuvre pionnière de l'historiographie du mouvement punk en France, enfin présenté du point de vue subversif de ses acteurs, et non du point de vue de la recherche universitaire ou de la critique d'art, particulièrement comique et illégitime quand il s'agit de punk⁵. Le premier tirage du DVD était en cours de gravure quand le ministre de l'intérieur Sarkozy menaçait publiquement de « débarrasser » le pays de la « racaille » qui lui manquait de respect, avant de soutenir les mensonges de ses sbires qui, en terrorisant les adolescents de Clichy-sous-Bois, avaient provoqué la mort atroce de Bouna, quinze ans, et Zyed, dix-sept ans. Le monde entier ou presque fut alors spectateur choqué, scandalisé, outré, horrifié selon les tendances, de la réalisation de l'un des principaux slogans du punk français : car ce fut véritablement l'Anarchie en Chiraquie.

C'est sans doute la provocation orale de Sarkozy qui servit de principal combustible à la révolte de ceux qui se sentirent, non sans raison, *injustement* visés, car désormais ciblés pour ce qu'ils étaient davantage que pour ce qu'ils pouvaient éventuellement commettre de menus illégalismes, comme tout le monde : c'est pourquoi la vraie « racaille », la pègre « multirécidiviste » des délinquants et criminels endurcis, ne se mêla guère aux événements – ou si elle s'y mêla quelque part en une faible mesure, c'est qu'elle sut se jouer de la répression – qui, dans la première semaine de novembre, prirent clairement un aspect insurrectionnel. Ce sont quelques dizaines de milliers de collégiens et de lycéens, de jeunes chômeurs et de jeunes ouvriers qui, en caillassant et en incendiant le hideux décor de leur enfer quotidien,

5. Ainsi de ces fonctionnaires qui en ont fait leur fromage à grignoter dans le cadre de leur « projet de recherche » « Punk is not dead, Une histoire de la scène punk en France (1976-2016) ».

réussirent le plus bel affront collectif à l'ordre public qui ait eu lieu en France depuis Mai 68. S'il manqua les barricades au cœur de Paris et la grève générale sauvage, c'est d'abord que la solidarité des étudiants et des salariés fit partout défaut, incapable à tout le moins de s'exprimer par des initiatives concrètes, qui auraient pu faire pièce efficacement au chœur des pleureuses appelant au calme et à la responsabilité, des imams des mosquées aux curés de la Fédération Anarchiste ; l'urbanisme aussi joua pleinement son rôle policier, pour contribuer à l'isolement des insurgés dans leurs cités, où l'état d'urgence instauré le 8 novembre permit d'aller les cueillir à toute heure du jour et de la nuit pour, après procès sommaire et expéditif, les envoyer pourrir en prison. Dans ces chaudes journées, il ne se trouva en France, à notre connaissance, que deux collectifs à prétentions « révolutionnaires » qui surent les soutenir un tant soit peu : le journal anticarcéral *L'Envolée*, par son communiqué du 7 novembre, et les Éditions Antisociales, par le communiqué « Surprise-partie pour Sarkozy » publié le lendemain⁶ ; et même dans les mois qui suivirent, bien peu d'individus se réclamant de « la critique radicale du capitalisme » surent affirmer une solidarité dont l'expression – réelle, et massive – n'aurait sans cela été enregistrée que par les micros-trottoirs des journalistes, parmi d'autres opinions personnelles sans conséquence. La parole publique ne



6. Si d'autres collectifs en France ont pris publiquement la défense des insurgés de novembre 2005 pendant qu'ils combattaient (même maladroitement, comme était maladroit et fort critiquable le texte que nous avons publié dans l'urgence), nous serions ravis de l'apprendre, et de compléter ici la liste de ceux qui sauvèrent au moins leur honneur, à défaut de voir leurs appels suivis d'effets – ou du moins d'effets positifs : car il est probable que ce courageux communiqué de *L'Envolée* inquiéta suffisamment les autorités pour les déterminer à prendre le contrôle de ce journal, pour le transformer en l'infect torchon ultragauchiste qu'il était devenu quelques années plus tard, essentiellement composé de textes anonymes, que plus personne ne lisait en prison, et qui s'engagea *contre* le mouvement de soutien aux « inculpés de Tarnac » alors que Julien Coupat était sous les verrous et risquait d'y rester vingt ans de plus (n° 25 de mars 2009), préférant à cette cause, jugée trop respectueuse de la justice de classe, celle tellement plus révolutionnaire des pointeurs (n° 27 de février 2010, dossier sur « Le viol pénal »). *L'Envolée* n'ayant jamais daigné s'expliquer publiquement sur les raisons de cette plongée dans les égouts, qui en écœurait plus d'un au sein même du collectif éditorial, nous maintenons notre hypothèse d'un provocateur infiltré qui aurait réussi à imposer ses faux raisonnements politiques, et jusqu'à ses convictions intimes de flic, de violeur, de porc pour le dire en un mot. Ainsi disparurent, quoi qu'il en soit, tout le respect que méritait encore fin 2005 ce journal initié par le regretté Hafeed Benotman, et tout l'espoir qu'il avait fait naître de pouvoir offrir une libre et digne tribune aux rebelles emprisonnés.

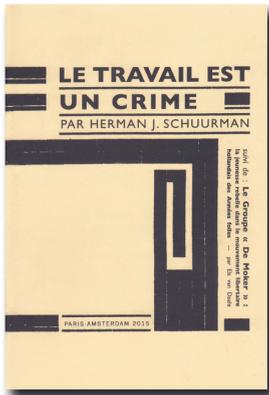
se libéra vraiment qu'après la levée de l'état d'urgence, au cours du mouvement, plus massif et plus sage, de protestation contre le CPE, une réforme improvisée pendant l'état d'urgence pour satisfaire la seule exigence présumée des jeunes révoltés considérée comme légitime, celle de se faire exploiter à moindre coût.

• 2006-2008 •

Contrairement au mouvement de novembre 2005, dont il était la conséquence indirecte, le mouvement « anti-CPE » de février-mars 2006 fut plus politique que social, parce qu'il ne s'affranchit pas de l'agenda fixé par l'opposition politique (tout s'arrêta presque du jour au lendemain quand le gouvernement abandonna son projet de réforme, à part bien sûr la vaine agitation de l'arrière-garde gauchiste), parce qu'aussi il forma une nouvelle génération de militants politiques de toutes tendances ; mais le plus remarquable est qu'*aucun leader* de la contestation n'ait émergé de cette séquence, ni des cités ni même des universités, qu'*aucun parti* non plus, même ceux qui furent explicitement créés dans ce but⁷, n'ait réussi à se faire reconnaître comme *représentatif* de la nouvelle jeunesse de la révolte – qui n'était évidemment pas une nouvelle révolte de la jeunesse. Ainsi put être remise à l'ordre du jour, par l'action directe des insurgés de

7. Le néo-concept d'« indigènes de la République » – censé unifier les citoyens français victimes de discrimination raciale en les appelant à s'identifier aux colonisés dépouillés de leurs droits par l'ancien Code de l'indigénat – servit ainsi à désigner la base virtuelle d'un « mouvement », puis d'un parti qui, en fait de « critique radicale du capitalisme » impérialiste, a surtout exprimé les frustrations et les fantasmes des héritiers des « élites autochtones » qui avaient collaboré avec le colonialisme français, notamment au Maghreb, et qui ont tout perdu lors des « indépendances » (comme l'illustre mieux que les provocations médiatiques de la « porte-parole » d'origine algérienne Houria Bouteldja, qui n'a toujours pas digéré l'injustice du décret Crémieux qui privilégia les juifs au détriment des élites musulmanes dans la course à l'assimilation, le cas particulier de Sadri Khiari, principal « intellectuel » du Parti des Indigènes de la République, dont le père, lui-même fils du caïd de Tunis et fonctionnaire colonial, fut le dernier dirigeant du syndicalisme français transplanté en Tunisie). Ces élites déchues par les luttes de libération nationale cherchèrent naturellement à faire oublier leur trahison historique, en surenchérissant dans l'anticolonialisme avec un train de retard, et à récupérer leurs postes de pouvoir perdus, en prétendant cette fois représenter en France les descendants des colonisés. Mais ces derniers en général ne se prennent que pour ce qu'ils sont dans leur grande majorité, des prolétaires français, et ledit Parti des Indigènes de la République n'est ainsi même pas parvenu à concurrencer les groupuscules trotskistes : il n'existe plus qu'en tant qu'objet des fausses polémiques entre faux partisans et faux adversaires de sa fausse conscience.

novembre 2005 renforcée par l'expression directe des manifestants de mars 2006, *la question sociale* par excellence : celle de l'esclavage salarié, et de sa nécessaire abolition. Les luttes désespérées et jusqu'au-boutistes qui marquèrent les années suivantes, épidémies de suicides sur le lieu de travail et vagues de grèves des travailleurs « sans-papiers », achevèrent de démontrer que cette question restait dramatiquement *concrète* dans les pays dits « développés » (économiquement s'entend), démentant radicalement le dogme dominant qui voudrait faire croire que le travail y serait devenu un parcours de santé menant au bien-être et à l'épanouissement personnel⁸. Les Éditions Antisociales puisèrent une



deuxième fois dans le précieux fonds des camarades hollandais pour en traduire le manifeste d'avant-garde *Le travail est un crime*, rédigé en 1924 par le jeune anarchiste Herman Schuurman, et le distribuer sous forme de tract aux lycéens qui manifestaient à Paris le 28 février 2006. (Il est parfois opportun de se faire un peu pédagogues.) Ce pur diamant de vérité éternelle et d'esprit de liberté, que seule Amsterdam pouvait produire, méritait

cependant d'être offert à un plus grand public dans un écrin digne de lui : ce à quoi s'attela Els van Daele, qui tira de l'oubli où il était injustement tombé *Le Groupe « De Moker », la jeunesse rebelle dans le mouvement libertaire hollandais des Années folles*,

8. Ce dogme typiquement totalitaire (« Le travail c'est la liberté », *dixit* Hitler, Staline, Big Brother et Sarkozy) n'en est pas moins défendu par des individus se réclamant de « la critique radicale du capitalisme », qui font mine de regretter le bon vieux temps où les néfastes utopies soixante-huitardes n'avaient pas encore triomphé dans le monde de l'entreprise, pour faire perdre aux travailleurs leur amour inné du travail bien fait. Cette vision renversée du réel (« À bas les cadences infernales ! ») est au cœur du délire idéologique « anti-industriel » qui s'est répandu des Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances (le châtelain Jaime Semprun, son berger René Riesel, son bibliothécaire versé en alchimie Jean-Marc Mandosio, et quelques autres de ses serfs et de ses valets, qui semblent incapables de survivre à Sa Seigneurie prématurément décédée en 2010 des suites d'un brusque échauffement du cerveau) aux éditions L'Échappée (qui ont conquis la plus grande part de ce marché en abandonnant complètement le style néo-Ancien Régime pour adopter la vulgarité criarde du petit épicier avide de parvenir, ce qui ne les a pas empêchés d'acquérir une réputation méritée de malhonnêteté, de petits trafiquants de camelote « radicale » grossièrement falsifiée) en passant par quelques micro-éditeurs un peu moins caricaturaux (car assurément plus sincères), implantés essentiellement en milieu néo-rural : là où le servage volontaire se console en communiant à cette extravagante tentative de réhabilitation du travail. C'est une sorte de zombie du christianisme.

l'éphémère rassemblement de voyous et de poètes, d'insoumis et de tire-au-flanc, d'aventurières et de vagabonds dont Herman Schuurman avait su simplement formuler la conviction commune, ferme, assurée, décisive. (Plus personne n'osera la contester quand on aura aboli aussi le salariat.) La brochure parut en décembre 2007, imprimée à Amsterdam comme cela se faisait au temps des Lumières, et rencontra partout un très vif succès. C'était l'époque du retour du sabotage à grande échelle, dont le piratage informatique n'est que l'aspect le plus moderne et le mieux connu du public, la technique nouvelle que les Mokkers auraient évidemment préconisée avec les autres, s'ils avaient pu la connaître (« À chaque instant les ordinateurs planteront, les microprocesseurs et les barrettes-mémoire grilleront, les données les plus indispensables disparaîtront... »).

À l'avant-garde du nouveau mouvement révolutionnaire international, les insurgés de novembre 2005 n'avaient ni leader ni parti, comme on l'a dit ; mais c'est aussi ce qui fit que sociologues, journalistes, « grands frères » et autres militants associatifs, une fois l'ordre rétabli, se sentirent encore plus autorisés que d'habitude à s'exprimer en leur nom – notamment pour mendier des crédits et des subventions –, postulant que la révolte avait été et resterait *muette*, et en tout cas définitivement *illettrée* : incapable de trouver ses « intellectuels organiques » qui formuleraient par et pour eux-mêmes les raisons de leur rébellion individuelle, et approfondiraient en toute indépendance leur propre programme, évidemment plus révolutionnaire que réformiste. Les Éditions Antisociales étaient alors depuis plusieurs années en relations avec quelques (anciens) voyous des grandes cités des Yvelines (soumises à la loi par les sentences particulièrement révoltantes des juges de Versailles), ex-taulards ayant dû lutter contre la « double peine », parmi lesquels Mohamed Hocine, cofondateur et longtemps cheville ouvrière du Mouvement de l'Immigration et des Banlieues⁹ : c'est par son intermédiaire que Bruno

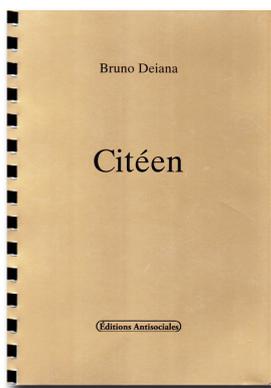
9. Fondé en 1995 par des activistes politiques issus de « l'Autonomie » parisienne et des activistes sociaux issus des luttes « de l'immigration et des banlieues » des précédentes années, réunis par le constat de l'inopportunité sinon de l'impossibilité d'une nouvelle « organisation révolutionnaire » de la lutte armée (autrement dit par le refus du « terrorisme »), le MIB fut jusqu'en 2001 un important vecteur des mobilisations contre la machine à expulser, les violences policières et pénitentiaires, le racisme d'État, etc. Mais débordé par l'ampleur du travail à accomplir auprès de tant de familles en détresse, affaibli par de récurrentes querelles intestines, devenu soudain suspect de par son orientation générale vaguement « islamo-gauchiste » avant la lettre, il ne devait pas survivre dans la nouvelle époque, et n'était déjà plus qu'un souvenir en novembre 2005, quand ce qu'avait été le MIB aurait

Deiana, qui l'avait connu au placard, eut vent de l'existence d'un « éditeur » assez cas social pour s'intéresser à son œuvre. Fils de ferrailleur sarde, voleur par nécessité puis par conviction, passé dix fois par la case prison, un des rares survivants de cette génération illégaliste qui voulait tout, tout de suite, et qui fut massivement fauchée par les seringues contaminées, Bruno Deiana cherchait à publier ses cahiers pleins de fureur et de dégoût contre les richards et les crevards, le cynisme des uns et la servilité des autres s'alimentant réciproquement, et remplis aussi d'espoir de résurrection de la Révolution assassinée – non celle fantasmatique de ces caves de militants, mais celle qui fait peur, celle des pauvres déchaînés. Cette voix unique, scandant la noire litanie des raisons de la colère des déshérités dans une langue nouvelle – où le vrai parler de la rue s'entrechoque jusqu'à fusionner avec le « bon » français des livres, à l'opposé finalement de la démarche (néo-)célinienne à la mode qui vise à encanailler la littérature¹⁰, puisqu'ici c'est la canaille qui pille le langage des gens de lettres – sonnait d'abord comme le cinglant démenti de l'opinion dominante selon laquelle la conscience politique et sociale du prolétariat révolté des cités aurait nécessairement besoin d'aide extérieure pour se traduire en phrases¹¹, alors qu'elle compte au contraire parmi les plus importants facteurs de l'évolution du langage – ce terrain de lutte qu'on aurait tort de désertter, surtout en France où s'affrontent ouvertement diverses factions de l'État éducateur pour le contrôle bureaucratique de l'expression écrite

pu transformer l'histoire (pour le meilleur ou pour le pire est une autre question). Plusieurs de ces révoltés sincères et courageux qui avaient animé plus d'une juste cause dans les années 1990, parmi lesquels Mohamed Hocine, ont été psychologiquement voire physiquement brisés par ce processus, et devraient être considérés comme des victimes collatérales des attentats du 11 septembre, qu'il est tellement plus confortable d'oublier. Il s'agissait bien de broyer partout la contestation.

10. C'est le but, en général pitoyablement manqué, de toute l'école dite du « néo-polar », qui a tant contribué à l'appauvrissement de la langue française et à la promotion de la bassesse des sentiments (comment pourrait-il en être autrement quand on choisit pour règle narrative d'exprimer une vision policière du monde) ; et aussi d'autres enfants sages émoustillés par les mots de l'ogre.

11. Le sociologue Laurent Mucchielli et sa collègue et compagne Véronique Le Goaziou, sollicités pour filer un coup de pouce à la publication de *Citéen*, le premier ouvrage de Bruno Deiana, l'auraient ainsi volontiers fait paraître chez l'un de leurs éditeurs, qui lui aurait garanti une bonne diffusion commerciale... mais seulement après l'avoir réécrit et cosigné ! Ces deux-là ratèrent ainsi stupidement la plus belle opportunité qu'ils auront jamais eue de faire date dans l'histoire de la sociologie française, en l'extrayant une fois de sa gangue universitaire, de son imbitable jargon et de son narcissisme autoréférentiel.



(les « réformateurs » se heurtant systématiquement à la résistance acharnée des vieux cons de l'Académie). « Il faut brûler toutes les écoles », proclamait le Mokergroep il y a presque un siècle ; le mouvement de novembre 2005 en France esquissa l'exécution de cette sentence (sans jamais mettre en danger les élèves, évidemment), parmi d'autres que l'anarchisme le plus radical avait en son temps proférées contre toutes les institutions de l'État ; et l'œuvre de Bruno Deiana, qui s'était si bien évadé de l'école que c'est en prison qu'il passa son certificat d'études primaires, suffit à prouver qu'il n'y aura pas moins de bons écrivains quand toutes les écoles auront brûlé, et qu'au contraire la littérature aussi s'enrichira. En publiant *Crève la dalle !* en 2008, après avoir manqué de moyens pour faire imprimer *Citéen* en 2007, les Éditions Antisociales

ont pu ainsi favoriser le renouvellement de l'expression directe de la fraction la plus révolutionnaire du prolétariat, ou comme s'est lui-même défini Bruno Deiana, « d'un anarchiste d'une nouvelle vague – la Citéenne ! » (*Incontrôlables*) : une vague qui s'amplifie manifestement, dont on perçoit l'écume partout où les flics sont accueillis par des jets de pierres, des lancers de cocktails incendiaires ou des tirs à balles réelles, et qui va bientôt déferler sur l'espèce de radeau de *La Méduse* auquel ressemble la société bourgeoise, depuis l'extraordinaire naufrage de sa « démocratie » officielle.

• 2008-2009 •

En France, ce n'est qu'à la fin 2008 que la masse commença à prendre conscience de la réalité de ce naufrage – quatre ans après la parution de *L'Ultime Razzia* qui en exposait les principales causes et les premiers effets –, quand l'État commit la grossière erreur de médiatiser le nouvel emploi qu'il avait commencé de faire de son arsenal « antiterroriste », à fin de répression de l'activisme recrudescant – spécialement depuis le mouvement anti-CPE – de « l'ultra-gauche, mouvance anarcho-autonome »,

c'est-à-dire de tout ce qui, à gauche de l'échiquier politique, refuse d'obéir aux directives toujours ignobles et désastreuses des organisations bureaucratiques, et admet le sabotage et le vandalisme comme moyens d'action. C'est le grand mérite des villageois de Tarnac que de s'être, les premiers, ouvertement scandalisés de l'opération médiatico-policière qui dénonçait leurs nouveaux voisins comme des « terroristes », et par conséquent, eux-mêmes comme trop arriérés pour faire la différence entre une communauté de néo-ruraux à peu près inoffensifs et un foyer de la lutte armée ou un repaire d'assassins. Dès lors, qui ne voulait pas passer pour plus arriéré que les villageois de Tarnac¹² ne pouvait plus admettre sans broncher la version policière mal ficelée d'un « comité invisible » n'existant pas que sur papier, et qui pour comble aurait trouvé moyen de provoquer « l'intimidation ou la terreur » de qui que ce soit. Il est remarquable qu'un mouvement d'opinion aussi important que celui dont il est ici question ait trouvé sa source dans ce qui, sociologiquement parlant, est assez comparable à une vaste maison de retraite, dont les pensionnaires auraient défendu la jeune équipe d'animation et de cantine raflée un beau matin pour avoir prétendument tenté de faire dérailler des trains. L'État n'avait pas prévu que les petits vieux de Tarnac, loin d'avoir perdu la mémoire, seraient horrifiés d'être ainsi spectaculairement replongés au temps du régime de Vichy, quand des meutes de brutes en uniforme envahissaient les villages pour embarquer les « terroristes » désignés par des délateurs anonymes, et les livrer à la justice sommaire des « sections spéciales ». Leur indignation devait résonner sur-le-champ dans l'esprit de tous ceux qui s'inquiétaient déjà des dérives vichystes du gouvernement sarkozyste ; et au-delà, de tous ceux qui se refusaient à applaudir la crise de démence sénile dont fut frappé le sommet de l'État français, quand il proclama fièrement qu'il avait procédé à la liquidation du maquis du Limousin. Dans la deuxième quinzaine de novembre 2008 commencèrent à s'accumuler témoignages et communiqués de soutien, qui se résumaient

12. Qui en étaient encore, politiquement parlant, à se positionner pour ou contre le seigneur local, la pourriture maurrassienne Yves de Kerdrel, un dégénéré qui déshonora toute sa lignée en se vautrant dans la presse de caniveau, comme directeur du torchon néopétainiste *Valeurs actuelles*, plusieurs fois condamné à ce titre pour provocation à la haine et à la discrimination raciales, intime d'Emmanuel Macron selon la rumeur journalistique, et châtelain de Tarnac. Aux élections municipales de 2014, les sans-culotte de la commune reprenaient la mairie tombée six ans plus tôt entre les pattes de sa bande cléricale et réactionnaire ; mais on ne peut que regretter que l'inoffensif bulletin de vote ait ici remplacé la fourche, la faux et la torche.

tous à l'exigence d'un usage plus mesuré de la répression « anti-terroriste », impliquant que l'État apprenne à mieux reconnaître ses véritables ennemis dans la masse de ceux qui se permettent de le critiquer, plus ou moins radicalement, par les mots ou par les actes. On voit quel danger ce premier mouvement d'opinion faisait courir à tous les révolutionnaires du pays, qui ne pouvaient passer auprès du grand public pour d'aussi serviables jeunes gens, d'aussi folkloriques néo-hippies ou d'aussi géniaux philosophes que les inculpés de Tarnac. C'est l'arbitraire des procédures « antiterroristes » en général, et non de celle-ci en particulier, qu'il s'agissait de contester au plus vite, sous peine de les voir simplement régler leur tir pour mieux viser les plus rebelles. Les Éditions Antisociales étaient alors certainement les plus à l'aise pour porter la lutte sur ce terrain, non seulement parce qu'elles avaient alerté quatre ans plus tôt la mouvance « Black Bloc » qu'elle serait la prochaine cible de l'extension prévisible de la définition du « terrorisme », mais aussi parce qu'elles avaient déjà, moins de deux ans plus tôt, trouvé à se mêler d'une affaire de pseudo-terrorisme, en réalité de délit d'opinion islamiste, en diffusant anonymement sur Internet le premier compte rendu critique d'une de ces nouvelles « sections spéciales » de l'après-11 septembre, qui n'avait pas échappé aux auteurs du très sérieux et accablant rapport que l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch avait heureusement consacré aux abus de la prétendue « lutte antiterroriste » en France¹³. Elles publièrent donc, le 8 décembre, leur « Adresse aux



rebelles sur les dernières opérations “antiterroristes” en France », qui appelait tous ceux qui pouvaient redouter d’être identifiés à « l’ultra-

gauche, mouvance anarcho-autonome » menacée de liquidation pour cause de prétendue dérive terroriste à cesser de « la jouer profil bas » pour relancer l’offensive théorico-pratique contre les institutions de l’État; reproduite notamment par le blog « Le Jura libertaire », déjà très fréquenté par ladite mouvance, cette « Adresse » eut une efficacité immédiate. Dans les jours qui

13. *La Justice court-circuitée, Les lois et procédures antiterroristes en France*, New York, 2 juillet 2008, p. 18 et p. 74. À examiner de près les autres sources citées, il apparaît qu’en dehors des avocats et des proches des victimes de ces abus, personne en France n’a fait savoir qu’il les désapprouvait avant « l’affaire de Tarnac » ; sans laquelle d’ailleurs personne d’autre non plus n’aurait jamais fait mine d’avoir lu ce rapport. Pour mémoire, il y était notamment fait mention de la pratique de soustraction de la torture au régime ami de Bachar el-Assad (cas de Saïd Arif).

suivirent se multiplièrent les « comités de soutien » qui ne la jouaient plus du tout profil bas, débordant le cadre de la défense avocassière des seuls inculpés de Tarnac par l'adoption du mot d'ordre ultraradical, pour ne pas dire ouvertement *proterroriste*, « Sabotons l'antiterrorisme » (inspiré du « Sabotons la machine à expulser » de la tendance illégaliste du mouvement de soutien aux sans-papiers, il faisait clairement le lien avec les activistes de cette tendance présumés incendiaires d'un véhicule de police vide, eux aussi accusés de terrorisme, depuis le début de l'année, dans une indifférence à ce point générale que ni leurs amis, ni leurs avocats, ni les inculpés eux-mêmes n'ont jamais paru trouver cette accusation anormale ou seulement exagérée). Près de dix mille libertaires, soixante-huitards, anarchistes, autonomes se rassemblèrent à Paris sous ce mot d'ordre, à l'appel des comités, le 31 janvier 2009, pour marcher vers la prison de la Santé, qui ne fut malheureusement pas prise d'assaut quand l'occasion se présenta de bousculer le cordon de police qui en fermait la voie d'accès. (La première raison de cet échec tout relatif est que tous furent surpris de se compter aussi nombreux dans cette éphémère association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, de sorte qu'on se satisfît de cette platonique démonstration de force. Les Éditions Antisociales n'avaient quant à elles rien prévu de mieux que d'y distribuer – à un nombre d'exemplaires qui se révéla assez ridiculement insuffisant – les compléments



d'information contenus dans *Torquemada*, *Bulletin d'information sur l'« anti-terrorisme »* n° 0.) Ce mouvement de soutien radical atteignit son

point culminant trois mois plus tard, quand la jeune rebelle indomptable Zoé Aveilla perdit la vie dans l'explosion de l'engin qu'elle cherchait à mettre au point, dans une baraque isolée des environs de Chambéry. Ce dramatique accident n'en eut pas moins l'effet que cette camarade aurait sans doute souhaité pour l'action que peut-être elle projetait : signifier à tout le pays, et à l'État en particulier (très probable cible d'une éventuelle attaque), qu'à force de crier au loup terroriste anarcho-autonome on en voit la queue ; que si l'on devait subir le sort des poseurs de bombes, on pouvait d'abord apprendre à les fabriquer ; qu'il existait des arguments autrement plus frappants que ceux des avocats, et que tout le monde n'attendrait pas d'être menotté face à un juge pour y recourir. La mort de Zoé Aveilla ne mettait pas fin à la menace qu'elle avait matérialisée, au contraire, certains pouvaient être tentés de prendre la relève. On dut conclure en

haut lieu qu'il était temps de calmer le jeu, avant que l'adversaire devienne vraiment dangereux ; de sorte que c'est probablement à la mystérieuse action individuelle qu'envisageait – ou pas – cette jeune nomade, d'autant plus menaçante qu'elle garderait à jamais tout son mystère, que Julien Coupat dut d'être remis en liberté, moins d'un mois plus tard. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que ce ne fut pas grâce aux pétitions des intellectuels, dont l'inefficacité complète est assez prouvée par mille exemples, ni grâce à son avocate, qui à ce stade n'avait servi qu'à l'enfoncer : il avait en effet assez stupidement confié sa défense à M^e Irène Terrel, surtout connue pour avoir déjà plaidé la mauvaise cause des Brigades Rouges, et donc notoirement dépourvue du minimum d'esprit critique indispensable à la contestation des mensonges d'État contenus dans un dossier terroriste. La stratégie de la défense – s'il y en avait une – apparaissait suicidaire, semblant s'orienter vers une tentative hésitante et mal assumée de justification des sabotages commis – au lieu d'en laisser la pleine responsabilité aux camarades qui les revendiquaient, en mettant justement en avant leur souci de la sécurité des populations, les antinucléaires allemands. De plus, les milieux « d'ultra-gauche » qu'avait fréquentés Julien Coupat commençaient à se déclarer ouvertement contre lui et ses jeunes disciples, plus par jalousie envers leur soudaine notoriété médiatique qu'en raison de véritables divergences idéologiques (en fait imperceptibles, le « Comité Invisible » ambitionnant précisément de réaliser l'impossible synthèse de toutes les croyances messianiques) ou même pratiques (le plus vulgaire opportunisme ayant toujours été la seule façon pour l'idéalisme d'intervenir concrètement dans le monde réel, comme le montre bien l'histoire, par exemple, du léninisme). L'État enfin s'était efforcé pendant ce temps de limiter l'impact de notre action en pilotant une virulente campagne de haine antimusulmans en milieu « anarchiste »¹⁴, censée y étouffer dans l'œuf toute possible extension de la contestation de la répression « antiterroriste » – et y réaffirmer ainsi le mensonge dominant de ce début de siècle, selon lequel l'État,

14. Les petits chefs proudhoniens de la Fédération Anarchiste devaient ainsi promouvoir le groupuscule raciste « Riposte laïque » (qui s'appretait à collaborer avec les nazis du Bloc Identitaire pour dénoncer la présence de musulmans dans le quartier maghrébin de la Goutte-d'Or) sur les ondes de Radio Libertaire, le 27 avril 2009, puis un pamphlet de l'Arabe de service (« Hamid Zanaz »), *L'Impasse islamique, La religion contre la vie*, paru aux Éditions Libertaires, inévitablement préfacé par Michel Onfray et couronné d'un pathétique « Grand Prix "Ni dieu ni maître" » en septembre 2009.

tout critiquable qu'il soit devenu en fusionnant plus ou moins ouvertement avec la Mafia, n'en serait pas moins un sincère rempart du monde civilisé ébranlé par la barbarie islamiste. Dans un tel contexte, il paraissait utile de retrouver et faire connaître ce qui, dans l'histoire du mouvement libertaire, pouvait ressembler à un précédent – car ce n'est assurément pas la première fois que l'État français républicain tentait de réprimer l'expression de ses ennemis déclarés –, pour apporter un peu de profondeur historique à des débats normalement dominés dans un premier temps par le sentiment d'urgence, et qui devaient désormais réussir non seulement à s'adapter au rythme lent de la procédure,



mais aussi à rester suffisamment plaisants pour que l'instruction menée à charge s'y épuise plus vite que la cause de la défense. Fin août 2009 les Éditions Antisociales publiaient *Le Procès des Trente, Notes pour servir à l'histoire de ce temps : 1892-1894*, de Sébastien Faure (la plus importante et moderne figure de l'anarchisme français, principal artisan de la réconciliation de l'esprit de révolte et de l'esprit des

Lumières, à l'époque où la bourgeoisie grande et petite commençait à opter franchement pour la restauration de l'obscurantisme et du travail forcé, en plein accord sur ce point avec certains puissants courants du Socialisme), qui pouvait et devait selon nous contribuer une nouvelle fois à « décourager la justice spéciale, [à] discréditer la police politique, [à] ridiculiser la valetaille médiatique, [à] attiser la révolte contre les dirigeants », et encourager les inculpés à se battre « au minimum jusqu'à l'abandon de toutes les poursuites, de manière à infliger aux promoteurs du modèle répressif français leur première humiliation d'envergure » (notice, p. 34). Le message passa : on vit peu après les inculpés changer radicalement leur stratégie de défense, congédiant leur vieille gauchiste d'avocate au profit d'un jeune loup aux dents longues plus en phase avec l'époque, M^e Jérémie Assous, dont l'expérience de défenseur des droits des candidats de l'émission de télé-réalité « L'Île de la Tentation » le qualifiait tout particulièrement pour démonter cette autre affaire de négation des droits fondamentaux dans le tentaculaire secteur de la pitoyable bouffonnerie tragi-comique¹⁵ ; et il finit par y parvenir, « jusqu'à

15. Plus avide de bonne soupe que de bonnes causes, ce Jérémie Assous défend maintenant le libre droit de la Mafia russe à l'intoxication et à la manipulation du public français, en tant qu'avocat vedette de l'immonde Russia Today France.

l'abandon de toutes les poursuites » en avril 2018, au terme des nombreuses saisons de cette nouvelle série à multiples rebondissements où s'étaient entremêlées histoires de cœur et de fesses, trahisons et pitreries, ambitions de carrière et cruelles humiliations, dans un déprimant décor de polar franchouillard, le gris bitume au milieu de nulle part à la place de la plage de sable fin ombragée par les cocotiers. L'influence directe de Sébastien Faure est nettement perceptible – le talent oratoire en moins, cela va sans dire – dans la campagne de railleries menée par les inculpés contre le magistrat instructeur, qui aboutit à son plus complet effondrement psychologique. On réussit ainsi à proprement « décourager la justice spéciale », sinon à paralyser toute l'action gouvernementale de répression politique et sociale qui semblait programmée pour ces années-là : car cette « affaire de Tarnac » apparaît avec le recul comme le principal événement politique qui eut lieu en France au cours du mandat du président Sarkozy, et qui d'ailleurs lui coûta sa place, au profit du seul haut fonctionnaire qui avait publiquement désavoué ces excès de zèle anti-« anarcho-autonome », le rusé et patient François Hollande. C'est aussi la raison pour laquelle nous nous sommes tant étendus sur cet épisode, dont les causes et les conséquences ne seront mesurées dans toute leur ampleur qu'en tenant compte de l'action consciente de tous ses acteurs.

• 2010 •

« C'est pourquoi, à la propagande provocatrice du système (...), nous avons choisi de répondre par le renforcement de notre propagande », avions-nous conclu fin 2008 (« Adresse aux rebelles... »). Ce choix impliquait de rapidement poursuivre cette



heureuse contre-offensive loin de nos bases arrière de critique essentiellement négative (anti-État et anti-travail, pour les résumer en deux mots), au cœur du champ de bataille où s'affrontent les projets dits positifs : ce à quoi s'appliqua Fabrice Wolff, dont les Éditions Antisociales publiaient aux premiers jours d'avril 2010 le bref et détonant *Qu'est-ce que la démocratie directe ? (Manifeste pour une comédie historique)*. Il était clair depuis longtemps que les vieilles formules d'origine

marxiste forgées dans les usines où dépérissait la fameuse « classe ouvrière », démocratie ouvrière ou pouvoir absolu des conseils ouvriers, étaient aussi usées qu'une bureaucratie syndicale ou qu'un parti communiste ; mais on pouvait précisément compter sur l'inculture historique généralisée par la nouvelle époque pour assurer l'impact d'un certain retour aux sources classiques, les noms étranges et majestueux de Périclès, de Thémistocle ou de Démosthène, totalement disparus des programmes scolaires, s'étant transformés en autant de mots-massues lourds de toute l'autorité de la haute culture, dont il suffit après tout de s'emparer pour s'en servir. La confidentialité même de notre diffusion favorisa la généralisation immédiate des débats sur le thème de la démocratie directe et/ou des références à l'ancienne démocratie athénienne dans le spectacle politique, puisque la moitié des premiers lecteurs de cet ouvrage, ou un nombre qui s'en approche de très près, y virent surtout l'opportunité d'avancer dans leur carrière professionnelle ou mondaine, en y puisant plus ou moins abondamment les références et les idées qui leur faisaient défaut pour paraître cultivés, modernes et originaux, tout en étant à peu près certains que la source évidente de tous leurs pâles plagiat resteraient longtemps ignorée du grand public.¹⁶ Voyant cela, d'autres ont visé à plus d'originalité encore en s'aventurant à tenter de réfuter ce qu'ils persistaient à dissimuler, pour que nul n'aille vérifier la pertinence et la bonne foi de leurs arguments.¹⁷

16. Malgré notre goût pour la critique *ad hominem*, ils sont beaucoup trop nombreux pour les évoquer tous. Le spectre couvre tout l'éventail de métiers qui va du grand professeur de pseudo-science politique à l'université de Saint-Denis Yves Sintomer à l'ouvrier d'usine candidat trotskiste malheureux à la présidence de la République Philippe Poutou en passant par l'inoffensif littérateur Raoul Vaneigem, le journaliste devenu petit patron de presse écologiste Hervé Kempf et le nuisible youtubeur confusionniste Étienne Chouard, plus précisément petit prof de national-socialisme démocratique-libéral.

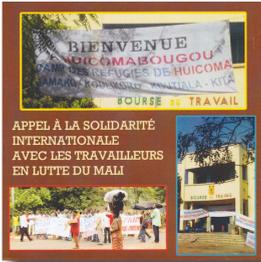
17. Le « Comité Invisible » consacra ainsi de nombreuses pages de son deuxième et très attendu ouvrage, *À nos amis* (éditions La Fabrique, 2014), à tenter de persuader ses lecteurs : « Qu'il n'y a pas d'insurrection démocratique » (p. 41), qu'« il n'y a plus aucune différence entre démocratie directe et démocratie représentative » (p. 59), que « Si l'insurrection a d'abord trait à la colère, puis à la joie, la démocratie directe, dans son formalisme, est d'abord une affaire d'angoissés » (p. 62), et que surtout : « Surtout, les Grecs anciens ont conçu dans le même geste la démocratie d'assemblée et la guerre *comme carnage organisé*, et l'une comme garante de l'autre » (p. 138, souligné dans l'original). Un autre pseudonyme individuel ou collectif, « Léon de Mattis », auteur « militant et théoricien proche du courant de la "communisation" » du chapitre dédié à la « Démocratie directe » d'un ouvrage collectif bien nommé *Misère de la politique* (éditions Divergences, 2017), « théorisa » que : « La démocratie directe semble s'opposer à l'État parce qu'elle peut concerner des formes

La conspiration du silence qui normalement environne de nos jours toute nouveauté subversive s'est ainsi renversée en son contraire, comme transformée en un nouveau genre très spécial de campagne de publicité – qui promet sur tous supports les grossières falsifications et les produits dérivés d'une histoire qui n'aurait intéressé personne, et dont au demeurant nul n'a jamais entendu parler –, par le simple mécanisme de la concurrence libre et sans frein entre récupérateurs, encouragés bien sûr à tout faire pour mieux impressionner leur public de gogos, dans le respect commun de l'omerta, et enhardis par leurs premiers succès. La revendication de démocratie directe – ou de démocratie réelle – se répandit ainsi comme une traînée de poudre, dans toute l'Europe et au-delà, dans une sorte de course de vitesse entre l'extrême gauche et l'extrême droite dont le trophée serait le suffrage du peuple, et subséquent le pouvoir exercé en son nom. Mais ce n'est évidemment pas « le peuple » qui peut réussir la Révolution dont l'humanité a maintenant besoin : c'est le prolétariat international, sans patrie ni frontières comme les problèmes qu'il est seul à pouvoir résoudre, en se révoltant partout contre son insupportable condition. On ne peut exclure que la plus moderne « démocratie directe » ne fasse jamais rien de mieux qu'octroyer certains droits et privilèges civiques à un groupe social à peine plus étendu que la classe propriétaire et ses dépendants armés, comme ce fut peut-être le cas en Grèce ancienne, ou comme ce fut le cas dans l'Italie de la Renaissance ; mais c'est faire bien peu de cas des femmes et des esclaves modernes que de les imaginer adhérer à un programme de retour au Moyen Âge ou à l'Antiquité. Il vaudrait mieux encore tenter de les convaincre d'ériger partout des mégalithes.

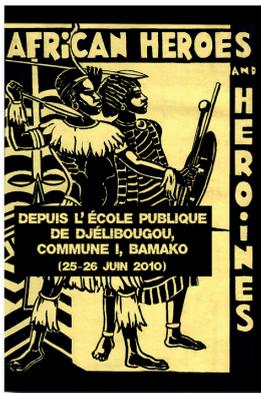
Début 2010, le volcan de la révolution semblait toujours endormi, quoique les signes avant-coureurs de la gigantesque éruption qui allait ébranler le monde quelques mois plus tard en réalité s'accumulaient partout : à Bamako par exemple, où la

politiques auto-organisées et non-étatiques. Mais cette opposition n'est qu'apparente » (p. 64), que « C'est pourquoi les tenants de la démocratie directe sont un peu dans la situation des idiots du village » (p. 73), et que décidément : « La démocratie, directe comme indirecte, est une réponse à une question qui est l'expression d'une contrainte du monde capitaliste. Ce n'est pas la réponse qu'il faut chercher, c'est la question qu'il faut abolir » (p. 82). Nous n'avons pas trouvé de démonstration plus rigoureusement scientifique où les partisans de la démocratie directe seraient plus définitivement diagnostiqués comme ânes bâtés, débiles profonds, délirants psychotiques, primitifs assoiffés de sang humain, ou plus politiquement correct : atteints d'un trouble de la personnalité antisociale.

jeunesse radicalisée venait de rompre avec toutes les organisations réformistes issues des « contre-sommets » du mouvement « altermondialiste », pour organiser en juin son propre Forum ambitionnant ouvertement d'unir les luttes des plus démunis pour abattre le système d'exploitation, et dont les Éditions Antisociales publiaient début décembre le compte rendu vidéo,



Depuis l'école publique de Djélibougou, Commune I, Bamako, par Tou Keita, qui avait déjà aidé à la réalisation d'un Appel à la solidarité internationale avec les travailleurs en lutte du Mali lancé en janvier par « le Collectif des travailleurs licenciés et non licenciés de HUICOMA et son comité de soutien ». On n'avait malheureusement pas pensé à tout faire pour inclure dans ce dialogue les jeunes militants tamacheks qui, en novembre 2010, allaient s'émanciper eux aussi des vieux discours et des vieux dirigeants corrompus pour reformuler les exigences concrètes d'un changement radical dans le Nord saharien, l'Azawad, et qui faute de liaisons directes avec la base du mouvement social du reste du pays, ne tentèrent que de libérer l'Azawad et non



le Mali tout entier quand, unifiés à l'armée rebelle revenue de Libye (qui avait déterminé la chute de Kadhafi en lui coupant toute retraite vers le Sahara), ils engrangèrent début 2012 leurs premières victoires militaires sur les troupes démoralisées d'un État en pleine décomposition, dont le plus haut sommet s'était quasi ouvertement vendu au plus offrant – en l'occurrence à la Mafia internationale gestionnaire des autoroutes de la cocaïne, brièvement fermées, et rouvertes par l'armée française au prétexte de la menace « terroriste-islamiste » fabriquée en toute hâte en recrutant au prix fort une armée mercenaire chargée d'écraser le processus révolutionnaire par la dictature la plus brutale et la plus rigoureuse (comme Daech plus tard en Syrie). Si l'état-major rebelle avait sur-le-champ identifié et fait exécuter les coupables et responsables directs du massacre d'Aguelhok, le 25 janvier 2012, comme Makhno punissait de mort les pogromistes infiltrés dans son Armée insurrectionnelle, il aurait non seulement rassuré un peu les populations du Sud conditionnées à craindre les « bandits touaregs », mais surtout épuré ses propres rangs de ses pires éléments, qui n'attendaient que le versement de

leurs trente deniers pour se convertir au pseudo-djihad ; et trop de monde au Sud a voulu croire à la fiction de la Nation malienne une et indivisible, au moment même où disparaissait toute illusion d'indépendance, voire aux vertus du coup d'État, là où l'État n'est plus qu'incompétence et corruption à tous ses échelons. Ainsi, faute de s'unir dans la lutte révolutionnaire contre toutes les formes de la dictature de la Mafia, les populations du Mali se sont retrouvées toujours plus isolées, divisées, terrorisées par des provocations à caractère sectaire ou ethnique, sous la surveillance attentive d'une armée internationale mandatée par l'ONU. Le Mali manifestement n'est plus une Nation, ni un État indépendant, n'a même plus vraiment de frontières clairement identifiables : ce n'est plus un pays, c'est devenu le monde en plus petit.

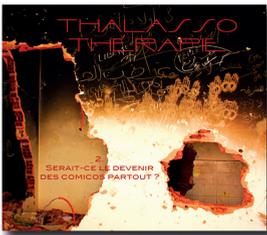
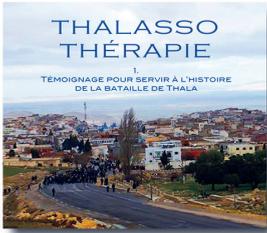
• 2011-2012 •

À partir de janvier 2011, il fallut prioritairement soutenir sans tergiverser la nouvelle explosion révolutionnaire qui avait commencé en Tunisie, que le spectacle tentait de contenir en la réduisant à un « printemps arabe », alors qu'on entrait dans une décennie au minimum de troubles à l'échelle planétaire, ou en tentant de la discréditer à coups de calomnies mêlant évidemment terrorisme-islamiste et complot américain, comme si ce qui avait triomphé en 2001 n'était pas précisément ce qui s'écroulait dix ans plus tard : ce que confirmait aussi l'annonce officielle de la disparition définitive d'Oussama Ben Laden, figure de l'Ennemi commun d'un monde unifié dans l'apparence de la Démocratie, qui ne pouvait survivre à l'éclatement de cette illusion unitaire, de cette illusoire unité. Depuis la France, il n'était pas si difficile de se tenir informé des formidables événements de Tunisie, les foules déchaînées, les commissariats partant en



fumée, les premières libertés reconquises, l'économie de saccage et de pillage paralysée ; mais le besoin devenait pressant d'en mieux comprendre le processus, à la lumière de l'histoire récente du mouvement social du pays, encore méconnue et falsifiée à Tunis comme à Paris. C'est à quoi travailla Quentin Chambon, dont les Éditions Antisociales publiaient en juin 2011 *De Bello Punico (La guerre*

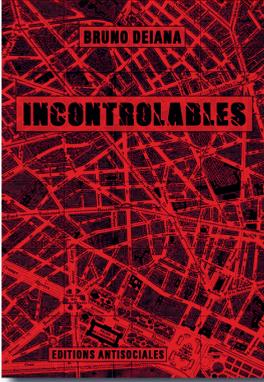
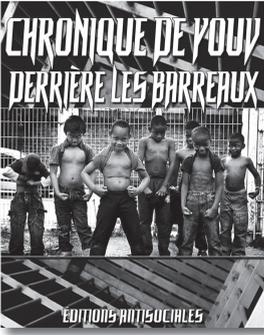
sociale en Tunisie), bref condensé de tout ce qu'il était possible d'apprendre rapidement sur le sujet dans la littérature et la presse francophones ; et qui donc n'avait plus qu'à être précisé et corrigé par le témoignage direct des acteurs de la révolution qu'on pouvait recueillir sur le terrain – c'est-à-dire moins à Tunis que dans les régions les plus déshéritées du pays, où l'insurrection s'était d'abord étendue : dans la petite ville de Thala par exemple, un des principaux foyers de révolte – et lieu d'origine du fameux slogan à portée universelle : « Dégage ! » – que le collectif « Los Solidarios » contribua à faire connaître à l'étranger, par



son film en deux volets *Thalasso thérapie* (1. *Témoignage pour servir à l'histoire de la bataille de Thala*, 2. *Serait-ce le devenir des comicos partout ?*) publié par les Éditions Antisociales en janvier 2012, juste après une première projection publique à Thala même, dans le cadre d'un grand rassemblement populaire en hommage aux martyrs thalois de la liberté. La créativité révolutionnaire et la recherche historique s'accordèrent alors à mettre en évidence le pouvoir de nuisance du Syndicat devenu fer de lance de la contre-révolution après

la fuite du Chef et la déroute du Parti : l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), qui d'abord opposa un barrage massif à toute démocratisation réelle des affaires publiques, puis qui tira profit du choc causé à l'opinion par plusieurs assassinats crapuleux, en 2013, pour s'imposer comme le parrain du « dialogue » entre les hautes sphères de l'État et de la Mafia. Il prouvait ainsi à la bourgeoisie internationale qu'elle devait passer par lui pour espérer sauver le système d'exploitation néocolonial : ce qu'elle entérina en lui accordant un prix Nobel de la paix, et pour les services rendus à la France en particulier, la Légion d'honneur. En effet, en Tunisie c'est le syndicat qui incarne l'illusion de l'indépendance, comme l'armée en Algérie et le roi au Maroc : la révolution qui s'est faite sans lui, malgré lui, peut et doit désormais se poursuivre contre lui.

Il est sûr que les nouvelles technologies de communication ont joué un grand rôle dans la rapidité avec laquelle ce gigantesque incendie révolutionnaire s'est propagé dans le monde entier, enflammant tout de suite l'Égypte, le Burkina Faso, la Libye, la Syrie, le Yémen, Bahreïn, Djibouti, ravivant partout l'esprit de contestation et de révolte, en Espagne, dans les Balkans, au Canada,



en Afrique du Sud, jusqu'au cœur des métropoles les plus « démocratiques » du monde, Londres et Stockholm ; et jusque dans les mitards des prisons françaises. C'est de l'un de ces culs-de-basse-fosse où toute communication est interdite et sévèrement réprimée que commençait à paraître en ligne la *Chronique de Youv derrière les barreaux*, dont chaque page publiée était une nouvelle victoire de la liberté d'expression sur la censure carcérale, un défi supplémentaire à l'autorité de l'État. L'honneur d'établir illégalement la première édition imprimée de cette œuvre-événement revenait assez naturellement aux Éditions Antisociales, qui poursuivaient en même temps la publication de l'insurrection littéraire de Bruno Deiana, le voleur de mots-bijoux partisan du carnage et du pillage des maîtres et

de leur langage (*Incontrôlables*), pour réaffirmer la solidarité universaliste des bandits du quartier du Val-Fourré, dont l'auteur de la *Chronique de Youv* est issu lui aussi. L'administration pénitentiaire, qui suivait celle-ci avec passion depuis le début, ne commit pas l'erreur d'aggraver le scandale en tentant de la faire interdire par décision de justice ; mais le grave problème de la libre communication des prisonniers facilitée par les technologies modernes n'en a pas moins surgi peu après dans le débat public, où l'on se demande quel savant dosage de surveillance et de répression pourrait le mieux renforcer le contrôle de l'État sur la fraction la plus révoltée du prolétariat ; ce qui vaut aveu que ce contrôle s'érode malgré tout – jusqu'à ce qu'il se brise. (Les lecteurs de la *Chronique de Youv*, qui furent nombreux à s'inquiéter de son sort, seront heureux d'apprendre que son auteur est enfin libre de ses mouvements depuis cet été 2019.)

L'autre grand événement qui marqua le mandat de pantin présidentiel de Nicolas Sarkozy, ou plutôt ses derniers jours, quand il n'était plus que candidat à son improbable réélection, occupé à ne rien voir et rien entendre du financement illégal de ses meetings géants, fut le retour de la violence terroriste sur le sol français, à Toulouse et Montauban, après seize ans de « sécurité » garantie par les services de l'État en contrepartie de moins de liberté. La thèse policière et gouvernementale immédiatement

mise en avant d'un « loup solitaire » revenait à innocenter par avance l'éventuelle organisation en arrière-plan, le gourou recruteur et les commanditaires, dont l'idéologie nazie était apparue au grand jour au vu des cibles choisies¹⁸ ; et donc nourrissait un légitime soupçon de complicité au plus haut niveau, dans le proche entourage mafieux de Sarkozy qui l'avait semblablement conduit à une surenchère d'ultra-droite, et qui pouvait peut-être encore espérer échapper à sa débâcle annoncée, en spéculant sur la peur du terrorisme-islamiste. (Ce qui n'interdit évidemment pas d'envisager l'implication d'autres acteurs, les services secrets syriens peut-être, des nazis purs et durs mécontents du changement d'orientation de la diplomatie française en 2011, prompts à en attribuer la responsabilité à la conspiration des Sages de Sion, et néanmoins intéressés à favoriser le maintien au pouvoir du clan Sarkozy, avec lequel il restait toujours plus facile de négocier – en espèces de préférence – qu'avec les judéo-bolcheviks tapis dans l'ombre du candidat François Hollande. Ils pouvaient même compter sur la « justice antiterroriste » française pour enterrer l'affaire en souvenir des services rendus : et en effet elle se surpassa, pour réduire finalement toute la question des complicités à la banalité et à l'insignifiance d'une histoire de mauvaise éducation familiale et de scooter volé.) Quoi qu'il en soit, les électeurs avaient trop perdu confiance en ce gouvernement pour le juger apte même à poursuivre efficacement la lutte contre le terrorisme, spécialement après tout ce gaspillage de moyens employés à mettre en scène le retour de la menace pseudo-terroriste « anarcho-autonome » ; et c'est ainsi sur un massacre d'enfants que s'acheva la carrière de faux homme d'État de Sarkozy, qui avait véritablement démarré quand il avait réussi à faire croire qu'il avait héroïquement sauvé des enfants d'un massacre, dix-neuf

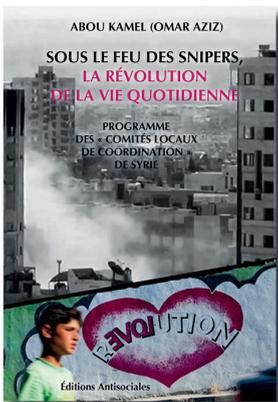
18. Cette thèse policière officielle était aussitôt relayée en milieu « anarchiste radical », par un texte anonyme intitulé « Terreur et union nationale. C'est tous les jours que ce monde produit de l'horreur », paru le 23 mars 2012 sur le blog « Non Fides », qui non content de banaliser le massacre en le commentant dans le style du collégien révolté découvrant que c'est-la-faute-à-la-société, trouvait aussi curieusement, au détour d'une platitude hors sujet sur l'Afghanistan, à innocenter l'état-major de l'armée : « Dans le cas de Toulouse et de Montauban, l'acte d'appuyer sur la gâchette n'a pas été donné par le commandement militaire, et les cibles n'ont pas été désignées par lui. Pas cette fois-ci, précisément. » Un journaliste de *La Dépêche du Midi* révélait pourtant ce même jour que Mohamed Merah était un disciple de « l'émir » franco-syrien Olivier Corel, le prêcheur djihadiste qui voit Allah intervenir en sa faveur dans tous les dossiers administratifs et judiciaires que le Satan monte contre lui. Pareille baraka pourrait en effet mieux s'expliquer si sous la barbe se dissimulait un officier traitant du renseignement militaire.

ans plus tôt. La roue tourna aussi pour la petite clique de flics pourris qui tirait la plupart des ficelles de la marionnette, Guéant, Squarcini, Péchenard, livrés à la vindicte médiatico-judiciaire par le nouvel homme fort du gouvernement nouveau, Manuel Valls, fanatique de l'Ordre républicain qui devait se briser les crocs sur le mouvement zadiste, là où sa politique de « fermeté » ne faisait qu'ajouter du désordre au désordre.

• 2013-2014 •

D'abord surprises et désorientées par le réveil des masses, les forces de la contre-révolution commençaient en 2013 à se réorganiser partout, de la Syrie où Daech émergeait comme nouvelle police totalitaire dans les zones désertées par l'État officiel à la France où le parti du Sabre et du Goupillon reprenait la rue contre l'esprit pervers de Mai 68 encore à l'œuvre dans les tardifs progrès de l'égalité des droits des homosexuels, en passant par l'Égypte où la dictature militaire était rétablie par un coup d'État ; dans ce mouvement la puissance américaine, qui repose sur le mythe de démocratie et de liberté théorisé par Montesquieu et abondamment illustré par Hollywood, devait fatalement abandonner son poste de « gendarme du monde » au profit de son vieil Ennemi et partenaire, ouvertement adepte des imprudents principes de Machiavel et dépositaire des rêves de Saint Empire esclavagiste : la police internationale sans foi ni loi dont le siège est à Moscou. La suppression d'Oussama Ben Laden signifiait déjà que les États-Unis renonçaient à leur leadership sur la Terreur nécessaire au maintien de l'ordre mondial ; la réaction platonique d'Obama après qu'eut été franchie sa fameuse « ligne rouge » lors du gazage des quartiers en révolution de la banlieue de Damas, signait le blanc-seing offert aux dictatures totalitaires pour commettre tous les crimes qu'elles jugeraient utiles, à la seule condition de ne pas trop jouer avec l'arsenal NBC – nucléaire, bactériologique et chimique ; enfin l'élection surprise de Donald Trump, un agent de Moscou président des États-Unis !, allait consacrer l'achèvement de ce processus de retrait au second plan de l'idéal démocratique-libéral dans la conduite de la contre-révolution mondiale. Le monologue au Purgatoire de la domination spectaculaire-intégrée, soudain interrompu par le fracas de la Révolution, redevenait dialogue aux Enfers entre la fraction la plus récemment enrichie de la bourgeoisie internationale, consciente de son illégitimité et prête à tout risquer pour

conserver le fruit de ses larcins, et la vieille aristocratie du capital, plus soucieuse de sa réputation et du respect du droit bourgeois ; c'est pourquoi Poutine triomphe toujours de ses interlocuteurs – mais n'est pas assuré pour autant de pouvoir transmettre ses titres à ses enfants. Dans le quotidien du spectacle, cela se traduit par l'irruption d'un autre son de cloche, d'un mensonge alternatif systématiquement proposé au grand public, et pleinement affranchi de tout souci de vraisemblance : des rebelles syriens s'auto-exterminant pour embarrasser Bachar el-Assad aux hordes nazies massacrant les russophones dans le métro de Lviv. Le véritable idéal de liberté et de démocratie n'avait en effet pas dit son dernier mot : en Syrie le mouvement des « comités locaux de coordination » résistait admirablement sur trois fronts, à la fureur répressive de la coalition pro-Bachar el-Assad, à la restauration de l'ordre sous bannière islamiste-rigoriste, et à l'autonomisation des factions armées résultant de la militarisation du conflit ; et en Ukraine la Révolution de la dignité issue du mouvement « Euromaidan » anéantissait les plus grandioses ambitions néo-impériales de la voyoucratie post-stalinienne, d'abord en faisant triompher les valeurs de progrès, d'humanité, de fraternité sur les discours de haine et d'exclusion de l'extrême droite nationaliste, qui était seule mise en avant pour légitimer la conquête néocoloniale déguisée en « libération » d'une vaste partie du territoire dite « Novorossia », ensuite en réussissant à faire obstacle à cette conquête par la contre-offensive de bataillons de volontaires civils dans le Donbass, envahi à son tour (après la stratégie Crimée) par une puissante armée plus brune que rouge. Les révolutions syrienne et ukrainienne, cibles prioritaires de l'industrie de la provocation et de la calomnie (développée et modernisée jusqu'aux fameuses « fermes à trolls » russes) devaient sans doute être aussi défendues en priorité : en novembre 2013 les Éditions Antisociales publiaient la traduction d'un document

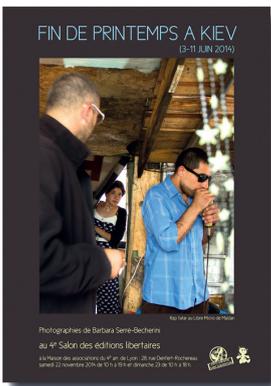


essentiel à la compréhension des étonnantes capacités de survie du mouvement révolutionnaire syrien malgré l'effroyable répression, sous le titre *Sous le feu des snipers, la révolution de la vie quotidienne*. Programme des « comités locaux de coordination » de Syrie, testament politique du camarade Abou Kamel (Omar Aziz), mort en début d'année dans le centre de torture où il était détenu au secret. C'était l'un des tout premiers textes traduits



de l'arabe en français émanant directement de la tendance la plus *radicale* de la révolution syrienne, urbaine, moderne, progressiste, prônant par l'exemple « l'autogestion de la vie quotidienne », comme on disait ici autour de Mai 68. Puis en septembre 2014 les Éditions Antisociales publiaient *Hurrah !!! ou la Révolution par les Cosaques* de Fabrice Wolff, brève apologie de la révolution ukrainienne qui se heurtait alors à l'hostilité sourde mais

généralisée des milieux prétendus « critiques du capitalisme », cœur de cible de ce spectacle *reconcentré* à fin de diffamer et écraser par tous les moyens l'immense mouvement révolutionnaire international surgi en 2011. C'est là que les débris moisissus du léninisme et la pourriture fasciste se réconcilièrent pour tenter de renverser la perception de la réalité qui les gêne, et cette réalité même, spécialement dans le Donbass où mercenaires nazis et volontaires « antifascistes » réunis sous la bannière du « bataillon Vostok » combattaient directement les défenseurs de l'Ukraine en révolution. L'alerte lancée sur le cas particulier du jeune résistant criméen Alexandre Koltchenko, activiste libertaire, écologiste et antifasciste, accusé d'être un « terroriste nazi » par ceux qui pendant ce temps établissaient en Crimée un régime de terreur fondé sur la supériorité de la race russe et



la persécution des minorités, allait cependant refroidir les ardeurs confusionnistes qui pénétraient les milieux anarchistes et libertaires pour les mobiliser eux aussi contre la révolution sans chef ni parti dont leurs camarades d'Ukraine avaient été, et restaient, des acteurs lucides et courageux. Dans son exposition de photographies intitulée *Fin de printemps à Kiev*, visible à Lyon et Paris fin 2014-début 2015, Barbara Serré-Becherini

présentait ainsi les travailleuses humanitaires de la petite ONG d'aide aux migrants No Border Kiev – évidemment détestée et même menacée par l'extrême droite locale – qui avaient eu une action exemplaire au sein du mouvement révolutionnaire, en contribuant à l'organisation des secours aux victimes de la répression, en occupant le ministère chargé de l'immigration, en contribuant à l'organisation du mouvement de solidarité avec les

« déplacés internes » de Crimée et du Donbass, et bien sûr en propageant partout leur idéal de fraternité sans frontière. Au final, tous les efforts conjugués de ceux qui en France ont défendu la vérité des révolutions syrienne et ukrainienne ne pouvaient être que peu de chose, au regard des moyens démesurés du mensonge contre-révolutionnaire ; mais ce peu de chose n'en a pas moins limité l'impact de ce bourrage de crânes, et favorisé la solidarité internationale indispensable à la prochaine abolition des États et de l'économie capitaliste.

• 2015-2016 •

De 2012 à 2014, le nouveau gouvernement « socialiste » français s'était surtout attaché à céder pas à pas du terrain à la réaction pour se maintenir à l'intérieur, sans prendre la mesure des bouleversements toujours en cours à l'extérieur, comme le montra sa piteuse reculade après qu'il eut promis-juré des représailles au massacre chimique des banlieues de Damas. Par nature hostile à toute révolution, il ne pouvait cependant déjà cautionner la rupture du droit international assumée par les nouveaux leaders de la contre-révolution mondiale, alors même qu'il entendait profiter du retrait en deuxième ligne des États-Unis pour revaloriser le label publicitaire de « patrie des droits de l'homme » – tellement abîmé par cinq ans de Sarkozy – en se posant premier défenseur du vieux consensus pseudo-démocratique devenu impossible – par les armes au Mali et en Centrafrique, par la palabre de « format Normandie » en Ukraine, tentatives dont on a vu qu'elles ne pouvaient que s'effondrer sur-le-champ en autant de bouffonneries sanglantes. Les commandos terroristes qui frappèrent Paris et sa banlieue en 2015, ciblant d'abord un symbole de la discutable « liberté d'expression » protégée par l'État français et le petit commerce juif censé bénéficier de la même protection, avant de porter la guerre aux civils dans l'espace-temps des loisirs, devaient mettre un terme à l'insouciance naïve qui présidait partout à l'illusoire retour à la « normalité » promis pour ces années-là. Dans le brouillard engendré par l'enchevêtrement de silences terrifiés, d'appels à la haine, de mensonges d'États, de rumeurs infondées, de fausses explications pseudo-sociologiques, voire de tentatives de justification¹⁹, les Éditions Antisociales

19. C'est sans doute dans *Lundi matin* – illisible torchon politico-culturel qui sert d'organe officieux de la décomposition de l'insurrectionnisme existentiel laborieusement réchauffé, livre après livre, par le « Comité Invisible » – que parut, le

Attention : Le site qui suit n'est que la libre expression d'une opinion avec
largement perçue dans l'air de l'époque. Ceux qui s'alarmeraient de ce fait
compromettent ainsi par quelque CIA l'obscureté de la leur, celle des échos
d'avoir à se relater la cervelle après usage.

furent cette fois seules dans le pays à voir clair, et à oser le dire : le 21 novembre 2015, elles publiaient le communiqué « Attentats de Paris : la piste rouge-brune », qui révélait l'origine et les causes directes de cette offensive terroriste, et mettait en garde contre l'irresponsabilité de la stratégie suivie par ceux qui en France espéraient en tirer profit. Non seulement rien n'est encore venu infirmer le moindre détail de cet exposé, mais il semble aussi que le même raisonnement se soit rapidement imposé au plus haut sommet de l'État, là où se décida le lancement en orbite du jeune technocrate Emmanuel Macron, choisi plus pour son loyalisme traditionaliste aux intérêts du capitalisme national – autrement dit son patriotisme de premier de la classe – que pour sa supposée capacité à incarner au-delà d'une campagne électorale le prétendu « nouveau visage » de ces intérêts, qui en étaient arrivés à se sentir menacés par l'étendue de la corruption en milieu politique. L'État cependant n'envisageait pas de perdre l'occasion qui se présentait de se renforcer en théorie, réaffirmant le mythe de l'unité de la Nation par sa grand-messe du 11 janvier et le matraquage « éducatif » qui s'ensuivit dans les écoles, et en pratique, tentant d'étouffer toute contestation dans l'espace public au nom de la « sécurité » et de l'instauration de l'état d'urgence. La caravane de vélos et tracteurs qui partit le 21 novembre de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes pour rejoindre Paris cadenassée et militarisée fut le point de départ d'une série d'actes de résistance collective à l'état d'urgence, tels que la manifestation interdite du 29 novembre contre la mascarade de la « COP 21 » puis, à partir de mars 2016, les manifs sauvages des lycéens contre la « loi travail » et le mouvement d'occupation des places mal nommé « Nuit Debout » (quand le principal rassemblement, place de la République à Paris, était dispersé chaque soir par la police et devait se reformer chaque matin). L'attaque de deux commissariats du 19^e arrondissement de Paris par les élèves du collège-lycée Bergson, le 25 mars 2016, en représailles aux violences policières qu'ils avaient subies la veille, puis le 18 mai, l'attaque d'une patrouille de police, dans

16 novembre 2015, la plus obscène provocation de ce style : un texte promu « second éditorial » d'inspiration *voyériste* intitulé « La guerre véritable » où transparait la joie haineuse du provincialisme versaillais enfin vengé de la tyrannie festive du peuple de Paris. (Quelques mois plus tard, participant en ennemis déclarés de la démocratie directe aux aspects les plus dérisoires et superficiels du mouvement « Nuit Debout », les adeptes de cette mouvance, qui n'en sont jamais à une contradiction près, se voyaient carrément reproclamer la Commune de Paris.)

l'encore plus central 10^e arrondissement, par les contre-manifestants venus perturber un rassemblement du parti de l'ordre, flics et fascistes à la même tribune sur cette très symbolique place de la République, qui restait donc en proie à un incurable désordre, enfin la parfaite destruction du mur d'enceinte du chantier de la poubelle nucléaire de Bure par le mouvement zadiste, en plein mois d'août, achevèrent cette séquence de fiction d'unité nationale, qui avait coûté si cher à la réalisation.



Parallèlement les Éditions Antisociales avaient poursuivi la mise au jour des réseaux français ralliés au programme international de contre-révolution terroriste, en publiant en février 2016 *Derrière le masque de Michel Onfray*, par Fabrice Wolff, qui décryptait la propagande nazie distillée sous couvert de « libre pensée » par cet auteur collectif, dans l'un des livres

les plus promus de cette terrible année 2015. Comme c'était trop aisément prévisible, la même offensive terroriste se poursuivit en 2016, ciblant Bruxelles, ville siège de l'OTAN, des militaires américains en virée touristique, un prêtre catholique actif dans le dialogue avec l'islam, et bien sûr la foule rassemblée pour assister au feu d'artifice du 14-Juillet à Nice – quoique dans ce dernier cas, on peut se demander si la Mafia qui dirige notoirement la vitrine de la vidéosurveillance n'avait pas commandité un attentat factice, une simple tentative dont l'échec aurait servi de publicité tapageuse à son business, et qui n'aurait tourné au massacre qu'en raison de l'incapacité de la police (municipale ou nationale, telle est la question) à faire son travail officiel de protection élémentaire des bons citoyens – ou peut-être à la suite d'un sabotage organisé par la concurrence ? Les divergences d'intérêts immédiats de l'économie réelle n'ont évidemment pas disparu au sein du bloc le plus ouvertement hostile à la liberté. Quoi qu'il en soit, en cette fin d'année 2016, rien de tel n'aurait pu modifier le scénario de l'anéantissement de la Commune d'Alep.

• 2017-2019 •

En 2017, le capitalisme bien français réaffirmait sa souveraineté en assurant l'élection d'Emmanuel Macron à la tête de l'État, face à trois représentants de commerce de la Mafia russe (trois masques, trois visages : le bon, la brute, et le truand). En commençant habilement par préparer l'abandon du projet d'aéroport

de Notre-Dame-des-Landes, le président nouveau éteignait le principal foyer de contestation politique installé sur le territoire français ; mais ce faisant, il incitait aussi à diffuser le projet d'autonomie – vis-à-vis du capital et de l'État – qui avait pu s'ébaucher en pratique sur la ZAD, sur un terrain plus fertile que l'un des derniers refuges de la nature malade dans une région sinistrée par les industries parasites du pétrole et de l'armement. Plus loin des pénates de la famille Bolloré, prête-nom de l'État français dans le système de surexploitation néocolonial, mais plus proche des populations qui en sont directement victimes, la très vague « utopie concrète » zadiste pouvait renaître plus ambitieuse, plus universelle, débarrassée de ses pires archaïsmes tels que la tentation du retour à la petite production artisanale – valant réhabilitation du travail –, ce boulet auquel est enchaînée l'imagination plus ou moins anarcho-écologiste. C'est ce qu'avait déjà compris l'ingénieur Souleymane Kane quelques années plus tôt, quand, en rupture totale avec le système de production de mort qui l'avait formé et un temps nourri, il était parti expérimenter tout seul, au cœur des ténèbres hantées par le spectre « terroriste-islamiste » de Boko Haram, les conditions d'un transfert de la technologie du haut-fourneau aux réservoirs de main-d'œuvre bon marché que l'impérialisme moderne maintient délibérément dans le sous-développement ; et rêver d'un nouveau monde industriel, en héritier volontairement exilé de la grande tradition utopiste française, celle des Fourier et Saint-Simon (que Marx à juste raison préférait à l'affreux Proudhon). Il n'en fallait pas plus pour qu'il soit soupçonné d'espionnage et de terrorisme, illégalement emprisonné dans deux pays, sérieusement menacé de disparition perpétuelle, et finalement renvoyé directement en France par avion. Recherchant là de l'aide pour publier l'instructif compte rendu de son expérience hors normes, il devait la trouver auprès des Éditions Antisociales, qui faisaient paraître en août 2017 *Fer et*

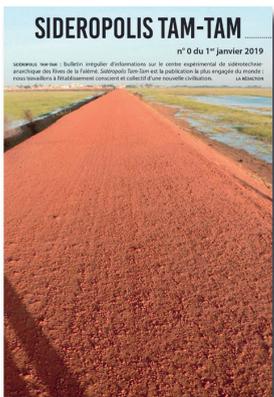


Liberté, Véridiques aventures ayant abouti au premier essai d'autoconstruction d'un haut-fourneau dans les montagnes de l'Adamaoua : juste à temps pour que la science de Souleymane Kane puisse enrichir les débats de fond sur le devenir du projet zadiste après Notre-Dame-des-Landes, où celui-ci était officiellement enterré en même temps que le projet d'aéroport, en janvier 2018, par ceux qui signèrent la paix avec les autorités.



Les Éditions Antisociales ayant depuis leurs origines le goût de la plongée dans les bas-fonds de la société française autant que le goût du voyage vers le nouveau monde à venir – quel qu’il soit –, elles publiaient en août 2018 le plus récent ouvrage de Bruno Deiana, *Label Cité*, qui en deux parties dynamite en même temps la poésie versifiée – par un chant du fond du trou d’une centaine de pages – et encore une fois la prose – cf. la citation ici en exergue. Avant cela Barbara Serré-Becherini avait terminé et commencé à diffuser en festivals (à Buzău et aux Lilas) son propre *De Profundis, Une journée de travail des musiciens roumains du métro parisien*, un film documentaire à paraître aux Éditions Antisociales. Mais ce sont bientôt les plaintes moins harmonieuses émanant d’autres profondeurs, où les Roumains peuvent d’entrée abandonner toute espérance, qui devaient repasser en boucle pendant des mois, après que le manque d’enthousiasme des Parisiens et banlieusards pour la cause du maintien à niveau de la pollution automobile eut épargné au président Macron, pourtant isolé dans son palais laissé presque sans défense par le préfet de police de Paris, de faire appel à l’armée – après la normalisation de l’état d’urgence, que reste-t-il d’autre en cas de danger que l’état de siège ? –, comme l’espéraient précisément certains des fascistes mobilisés pour prendre d’assaut l’Élysée. Les plus notoires mercenaires nazis français recrutés un temps par l’armée terroriste dite « République populaire de Donetsk » paraissent le 8 décembre 2018 sur les Champs-Élysées, y exhibant le drapeau de leur employeur, comme pour revendiquer en son nom les désordres des trois précédentes semaines ; et/ou peut-être enclencher le compte à rebours de l’attentat qui trois jours plus tard à Strasbourg, cibra posément en pleine tête, comme à l’exercice (cela impressionna beaucoup Donald Trump, qui en amateur de tir, ne put s’empêcher de s’identifier au tueur), l’Europe des marchés de Noël, incarnée là par des braves gens de tous les horizons s’amusant un court moment à faire semblant de croire aux fables qu’on raconte et aux merveilles qu’on promet aux enfants. L’armée des trolls renforcée d’autres bêtes répugnantes attirées comme des mouches à viande par l’odeur de sang et de mort, insinua évidemment sur-le-champ que le commanditaire pourrait bien être Emmanuel Macron-Démission, contraint et forcé de recourir au terrorisme d’État par la déferlante révolutionnaire

hebdomadaire de plusieurs milliers de provinciaux en gilet jaune et bleu-blanc-rouge sur les Champs-Élysées, venant en esthètes y ravager les boutiques de luxe représentant l'art de vivre bourgeois officiel et y proclamer la supériorité de l'art de vivre populaire nouveau dont le souffle puissant émanait des ronds-points transfigurés par la liberté d'expression créative qui y régnait enfin ; Macron-Enculé (autre exemple) qui, avant pourquoi pas de livrer aux flammes Notre-Dame-de-Paris, aurait délibérément visé le marché de Noël de Strasbourg en tant que symbole éternel des racines chrétiennes de l'Europe, qu'il serait chargé de subvertir. La tentative de coup de force mal dissimulée sous l'uniforme obligatoire des automobilistes en détresse s'écroulait ainsi dans le ridicule et l'abjection. Les Éditions Antisociales avaient mieux à faire qu'intervenir à chaud pour tenter de dissuader quelques camarades mal informés d'aller constater par eux-mêmes, en sympathisants *a priori* de tout mouvement de révolte, quel gouffre sans fond de confusion et d'illusion s'ouvrait nécessairement partout où des Français fiers de l'être se rassemblent sous leur glorieux drapeau tricolore : elles attendaient en effet le



1^{er} janvier 2019, quand toute utopie était jetée aux orties par ceux qui se rallièrent sur le tard à la conception automobiliste de la « révolution » et de la « démocratie directe », pour battre le premier appel à soutenir sinon rejoindre le prochain laboratoire expérimental visant à réaliser l'utopie, loin d'ici, dans l'ancien Mali, en publiant le numéro zéro du bulletin d'information *Sidéropolis Tam-Tam*. Mais pendant que les mêmes au mieux s'épui-

saient à tenter de réduire l'influence de l'extrême droite dans un mouvement que celle-ci dirigeait de fait au niveau national, et qui par conséquent se réduisait jour après jour comme peau de chagrin, le véritable mouvement révolutionnaire reparait de plus belle en Algérie et au Soudan, décapitant deux des plus odieuses dictatures de la planète, puis à Hong Kong insurgé contre le tour de vis programmé par l'alliance gangstéropolicrière des Triades et du Parti communiste chinois. C'est la Révolution mondiale qui est à l'ordre du jour, pas le dialogue avec les suspects et les cons.

*
**

Le lecteur aura compris que même si nous aurions aimé en faire plus, nous sommes globalement très satisfaits des résultats du travail de communication entrepris dans le cadre des Éditions Antisociales (où nous ne nous sommes pas non plus enfermés), et qu'il n'est évidemment pas question de nous arrêter en si bon chemin. Les Éditions Antisociales continueront donc, dans toute la mesure de leurs trop faibles moyens, à perturber la routine de la police politique et la bonne conscience des autres professeurs en « critique radicale du capitalisme » inscrits aux abonnés absents de la solidarité révolutionnaire internationale et du soutien à l'expression directe du prolétariat révolté. À la minorité enfin qui comprend et approuve notre stratégie et l'essentiel de nos choix tactiques, à l'élite donc, nous n'avons rien à demander ni à promettre, sinon de suivre cette même voie jusqu'au bout. Si étroite au début, elle s'est déjà suffisamment élargie pour permettre de conclure qu'elle mène bien quelque part.

Été 2019

Pour les Éditions Antisociales,
Le Bureau :
Quentin Chambon
Barbara Serré-Becherini
Fabrice Wolff

INDEX

ABOU KAMEL (AZIZ, Omar)

Sous le feu des snipers, la révolution de la vie quotidienne, Programme des « comités locaux de coordination » de Syrie 29

Paru en novembre 2013

Un volume de 24 pages A5, en libre téléchargement :

www.editionsantisociales.com/AbouKamel.php

ANONYME

Chronique de Youv derrière les barreaux 26

Parus de juillet 2012 à août 2013

7 volumes de 48 ou 52 p. et 1 volume de 24 p. A5 en libre téléchargement :

www.editionsantisociales.com/chronique_youv.php

Prix du coffret de 8 volumes : 20 €

ANONYME (COLLECTIF)

L'Ultime Razzia, Le 11 septembre 2001 dans l'histoire 4

Paru en décembre 2004

Un volume 12,5 x 24,5 cm, 144 pages. ISBN 2-9521094-1-9. Prix : 6 €

CHAMBON, Quentin

De Bello Punico (La guerre sociale en Tunisie) 24

Paru en juin 2011

Un volume de 52 p. A5 en libre téléchargement :

www.editionsantisociales.com/DeBelloPunico.php

COLLECTIF

Sidéropolis Tam-Tam 36

Un bulletin de 4 p. A4 en libre téléchargement :

www.editionsantisociales.com/pdf/Sideropolis_Tam_Tam.pdf

COLLECTIF DES TRAVAILLEURS LICENCIÉS ET NON LICENCIÉS DE HUICOMA

Appel à la solidarité internationale avec les travailleurs en lutte du Mali 23

Un film de 18 min. réalisé en janvier 2010 par le Collectif des travailleurs

licenciés et non licenciés de HUICOMA et son comité de soutien. DVD : 7 €

DEIANA, Bruno

Citéen 14

Paru en juin 2007

Un volume 16,5 x 21 cm, 326 pages, en libre téléchargement :

www.editionsantisociales.com/pdf/Citeen.pdf

Crève la dalle ! 14

Paru en septembre 2008. Prix : 10 €

Un volume 13,5 x 18,2 cm, 192 pages. ISBN 978-2-9521094-2-0.

Incontrôlables 26

Paru en octobre 2012. Prix : 12 €

Un volume 13,5 x 18,2 cm, 208 pages. ISBN 978-2-9521094-4-4

Label Cité 35

Paru en août 2018. Prix : 15 €

Un volume 13,5 x 18,2 cm, 256 pages. ISBN 978-2-9521094-6-8

FAURE, Sébastien

Le Procès des Trente, Notes pour servir à l'histoire de ce temps : 1892-1894 19

Un volume de 36 p. A4 en libre téléchargement :

www.editionsantisociales.com/Le-Proces-des-30.php

JASSIES, Nico

Marinus van der Lubbe et l'Incendie du Reichstag 6

Traduit du néerlandais par Quentin Chambon et Els van Daele

Un volume 14 x 20,5 cm, 192 pages + 8 pages hors texte. ISBN 2-9521094-0-0

Paru en décembre 2004. Prix : 8 €

D'autres documents relatifs à Marinus van der Lubbe et à l'incendie du Reichstag peuvent être téléchargés à l'adresse : www.editionsantisociales.com/marinus.php

KANE, Souleymane

Fer et Liberté, Véridiques aventures ayant abouti au premier essai d'autoconstruction d'un haut-fourneau dans les montagnes de l'Adamaoua 34

Un volume 12,5 x 19 cm, 272 pages. ISBN 2-9521094-5-1

Paru en août 2017. Prix : 12 €

En libre téléchargement :

www.editionsantisociales.com/Fer_et_Liberte.php

KETTA, Tou

Depuis l'école publique de Djélibougou, Commune I, Bamako (25-26 juin 2010) 23

Un film de 79 min. paru en février 2011. DVD : 12 €

On peut visionner ce film gratuitement sur Internet (dans une première version [déc. 2010] non mixée ni sous-titrée) : <http://vimeo.com/18378520>

LOS SOLIDARIOS

Thalassothérapie :

1 : Témoignage pour servir à l'histoire de la bataille de Thala
2 : Serait-ce le devenir des comicos partout ? 25

Un film en deux volets de 33 min. et 18 min. paru en janvier 2012. DVD : 10 €

On peut visionner ce film gratuitement sur Internet (dans une première version [oct. 2011] non mixée ni sous-titrée) : <http://vimeo.com/30944807> (§ 1)

et <http://vimeo.com/31252222> (§ 2)

NOSOTROS

Brave New World, film catastrophe 4

Un film de 18 min. paru en décembre 2001. DVD : 7 €

Version sous-titrée en anglais en libre téléchargement :

www.editionsantisociales.com/bnw.php

SCHURMAN, Herman

Le travail est un crime, suivi de Le Groupe « De Moker », la jeunesse rebelle dans le mouvement libertaire hollandais des Années folles, par Els van Daele 11

Paru en décembre 2007.

Un volume de 52 p. A5 en libre téléchargement :

www.editionsantisociales.com/lteuc.php

SERRÉ-BECHERINI, Barbara

Main basse sur la ville (Le vol à l'étalage, une infraction de masse) 7

Un film de 52 min. paru en octobre 1999. DVD : 10 €

Bande annonce : www.editionsantisociales.com/mains_basse.php

Il était une fois dans l'Ouest, Histoire punk d'Angoulême (1976-1990) 8

Un film de 110 min. paru en novembre 2005. DVD : 12 €

Bande annonce : www.editionsantisociales.com/punks.php

WOLFF, Fabrice

Qu'est-ce que la démocratie directe ? (Manifeste pour une comédie historique) 20

Un volume 10,7 x 17,8 cm, 144 pages. ISBN : 978-2-9521094-3-7

Paru en avril 2010. Prix: 50 €

En libre téléchargement :

www.editionsantisociales.com/democratie_directe.php

Hurrah !!! ou la Révolution par les Cosaques 30

Paru en septembre 2014

Un volume de 32 pages A5 en libre téléchargement :

www.editionsantisociales.com/hurrah.php

Derrière le masque de Michel Onfray 33

Paru en février 2016

Un volume de 64 p. A4 en libre téléchargement :

www.editionsantisociales.com/infos-onfray.php

